

DÉBAT NATIONAL À L'ÉCOUTE DE PERSONNES EN PARCOURS D'INSERTION

Le grand débat n'est pas simplement donner la parole à celles et ceux qui l'ont depuis longtemps, mais à celles et à ceux à qui on ne demande jamais leur avis, qui sont les invisibles de la République et qui se comptent par millions. Ce sont toutes les personnes en grandes difficultés sociales. Il faut y ajouter les jeunes. Et ceux-ci ne sont pas sur les ronds-points, ni dans les manifestations des gilets jaunes.

Il est important qu'au cours du débat national, toutes ces personnes puissent être consultées. C'est ainsi que j'ai participé dans le secteur de Vichy à une réunion d'hommes et de femmes qui sont dans des parcours d'insertion. J'ai invité Bénédicte Peyrol, députée de la circonscription de Vichy à participer à cette rencontre pour qu'elle entende cette parole. Durant trois heures, nous avons écouté ces personnes nous faire part des difficultés qui sont les leurs face au dédale, à la complexité et à la lourdeur des administrations ; leurs souffrances de ne pas être prises en considération comme les autres salariés ; leurs attentes ; la non prise en compte de la situation et des difficultés de la personne et sa spécificité dans l'élaboration de son parcours d'insertion ; les difficultés à faire coïncider dans une même dynamique questions sociales et emplois ; la non perception par les personnels des administrations de la réalité de leur vécu ; leur volonté de s'en sortir.

C'EST AVEC ÉMOTION QUE J'AI ÉCOUTÉ LES PROPOS DE CES PERSONNES S'EXPRIMANT AVEC BEAUCOUP DE DIGNITÉ, notant ceux-ci sur un tableau pour en faire une synthèse. Je me revoyais au début des années 90, président le Comité de défense des chômeurs et de l'emploi de Moulins, menant des opérations auprès des ASSEDIC, de l'ANPE, des Banques, de la direction départementale de l'emploi, de la CAF, etc. Les mêmes souffrances, les mêmes difficultés, les mêmes lourdeurs administratives qu'aujourd'hui. C'était il y a près de 30 ans et rien n'a bougé depuis, si ce n'est que les files des demandeurs d'emplois se sont rallongées, et le nombre des personnes en situation de pauvreté et de marginalisation a fortement augmenté.



OUVRONS LES YEUX ! Je l'ai écrit à de nombreuses reprises, et ce que j'ai entendu encore ce jour-là, me l'a confirmé une nouvelle fois, nous sommes au royaume du père UBU. Quand va-t-on prendre conscience que cette situation ne concerne pas que l'État central, mais aussi les organismes sociaux, les grandes collectivités et leurs administrations ? Que la décentralisation telle qu'elle a été mise en place, a morcelé les lieux de décisions, a créé des doubles ou triples administrations entrant souvent en concurrence entre elles ! Et tout cela au détriment des citoyens les plus fragiles comme le vivent ces personnes en parcours d'insertion. Le mal être de la France est là !

NOMBRE DE CES SITUATIONS EXPOSÉES NE DEVRAIENT PAS EXISTER, si nous avions une autre conception dans la gestion et l'organisation institutionnelle de la France et son rapport aux territoires et aux citoyens. Régler la plupart des problèmes de toutes ces personnes ne demanderait pas plus de moyens, Il suffirait simplement de dépasser les logiques bureaucratiques administratives, avec la bienveillance comme ligne de conduite. Si tous les décideurs publics n'avaient comme seule boussole, que l'humain et son territoire, et pas seulement la norme ou le règlement dans une conception dogmatique et bureaucratique, nous aurions beaucoup moins de difficultés. Il est temps de mettre le territoire dans toute sa diversité

et les citoyens au cœur des politiques publiques. Pourquoi ne pas proposer l'élaboration d'un contrat unique des territoires tenant compte de la réalité de chaque territoire (bassin d'emplois, de formation et de vie) et mettant autour de la table l'État central, les organismes publics et parapublics, la région, le département, les intercommunalités représentantes des communes ? Ils élaboreraient ensemble ce contrat. En associant également tous les acteurs du territoire et des citoyens. On sortirait ainsi de la concurrence et tout le monde s'intégrerait dans une dynamique commune et positive, dans l'intérêt de tous.

Jean-Claude Mairal

■ BEB 8 : INDICE HEBDOMADAIRE DE LA SANTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ALLIER

Pour prendre chaque semaine la température de l'économie bourbonnaise, voici un indicateur boursier basé sur les cours d'action de grands groupes industriels présents dans le Bourbonnais.

↗ BEB 8		Indice* : 211,25	
	DERNIER COURS	VARIATION HEBDO	
↗ Bouygues	31,00 €	+ 0,55 %	
↘ Crédit Agricole	9,93 €	- 2,17 %	
↗ L'Oréal	217,50 €	+ 4,57 %	
↘ LDC	114,50 €	- 1,29 %	
↗ LVMH	289,25 €	+ 3,86 %	
↗ Peugeot	21,81 €	+ 3,11 %	
↗ Safran	115,40 €	+ 1,58 %	
↗ Total	48,72 €	+ 3,70 %	

*Indice 100 au 3/12/2010